



**RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉS DU BUREAU  
NATIONAL DE CERTIFICATION FORESTIÈRE EN RDC  
Janvier à Juin 2015**

**Rédigé par**

**Papy-Claude BOLALUEMBE, Ir. MSc**

Président du Conseil d'Administration

**Kinshasa, Août 2015**

## TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF .....	4
I. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE .....	6
II. ACTIVITÉS RÉALISÉES.....	7
2.1 Atelier d'échange du secteur privé et autres parties prenantes en RDC sur les exigences du RBUE.....	7
2.2 Atelier de consultation des membres BNCF et autres parties prenantes sur la mise en œuvre de la Feuille de Route BNCF 2025.....	11
2.3 Missions d'évaluation et vérification de la mise en œuvre du plan d'action OLB dans les concessions de la CFT et SODEFOR .....	18
2.3.1 Mission d'évaluation et vérification de la mise en œuvre du plan d'action OLB dans les concessions de CFT.....	18
2.3.2 Mission d'évaluation et vérification de la mise en œuvre du plan d'action OLB dans les concessions de SODEFOR.....	20
2.4 Participation à l'atelier d'échange sur la mission de facilitation du suivi des clauses sociales en RDC.....	21
2.5 Contribution à la finalisation du draft du standard de réponse des entreprises de RDC aux exigences du RBUE .....	22
2.6 Suivi des dossiers des membres BNCF au Groupe d'élaboration de la Norme nationale FSC (GEN) en RDC et appui à l'organisation des réunions du GEN .....	22
2.7 Construction du site Web BNCF.....	22
3. ANALYSE DES PERFORMANCES DES ACTIVITÉS RÉALISÉES.....	23
4. VISIBILITÉ DE LA CONTRIBUTION DU PPECF .....	25
5. PERSPECTIVES .....	25
6. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES .....	26
CONCLUSION.....	27

## LISTE DES ABBRÉVIATIONS

---

ACEFA	: Association Congolaise des Exploitants Forestiers Artisanaux
AGEDUFOR	: Appui à la Gestion Durable des Forêts en RDC
AMAR	: Action Massive Rurale
BNCF	: Bureau National de Certification Forestière en RDC
CEFDHAC	: Conférence des Ecosystèmes Forestiers Denses et Humides d’Afrique Centrale
COMIFAC	: Commission des Forêts d’Afrique Centrale
FIB	: Fédération des Industriels du Bois en RDC
FRMi	: Forest Ressources Management Ingénierie
FSC	: Forest Stewardship Council
PABO	: Paysans-Artisans de Bongandanga
PPECF	: Programme de Promotion de l’Exploitation Certifiée des Forêts
RAIFORCO	: Réseau d’Actions des Ingénieurs Forestiers du Congo
REFFAD	: Réseau des Femmes Africaines pour le Développement Durable
RBUE	: Règlement Bois de l’Union Européenne
WWF	: Fonds Mondial pour la Nature

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

---

Le premier semestre 2015 est marqué par une série d'activités menées par le Bureau National de Certification Forestière en RDC (BNCF) avec l'appui technique et financier du WWF et du PPECF. Ces différentes activités menées ont été organisées avec l'appui technique de la composante 4 du Programme Forêt du WWF-RDC pour mettre en œuvre la Feuille de Route (FR) 2015.

Durant le suivi de la FR BNCF au cours du premier semestre 2015, les activités réalisées ont été les suivantes :

- ✚ L'atelier d'échange du secteur privé et autres parties prenantes en RDC sur les exigences du RBUE;
- ✚ L'atelier de consultation des membres BNCF et autres parties prenantes sur la mise en œuvre de la Feuille de Route BNCF 2015
- ✚ Les missions d'évaluation et vérification de la mise en œuvre du plan d'action OLB dans les concessions de la CFT et SODEFOR;
- ✚ La participation à l'atelier d'échange sur la mission de facilitation du suivi des clauses sociales en RDC;
- ✚ La réunion du Conseil d'Administration BNCF;
- ✚ Le suivi des dossiers des membres BNCF au Groupe d'élaboration de la Norme nationale FSC (GEN) en RDC et appui à l'organisation des réunions du GEN
- ✚ La contribution à la finalisation du draft du standard de réponse des entreprises de RDC aux exigences du RBUE;
- ✚ La construction du site Web BNCF.

Le BNCF a été opérationnel au regard des résultats atteints. La FR BNCF 2015 a été respectée et suivie vu les activités menées qui correspondent aux 6 activités ciblées et aux objectifs assignés en début du semestre. Les défis du BNCF au second semestre 2015 sont les suivants:

- La poursuite de l'appui PPECF et WWF pour la promotion de la certification forestière en RDC
- La poursuite de l'appui du BNCF au secteur privé dans le respect des exigences de la légalité, du RBUE, OLB ou autres standard de gestion durable auquel souscrit un concessionnaire à travers l'organisation d'autres missions de suivi ou audit auprès du secteur privé;
- La poursuite de l'appui organisationnel et technique au développement du standard national FSC;
- La préparation et l'organisation de l'AG nationale BNCF;
- Le développement d'autres partenariats et la poursuite des partenariats fructueux (MEDD, FIB, FRMi, ACEFA, AGEDUFOR, REPALEF, LYNAPICO, COMIFAC, PABO, REFADD, CEFDHAC, etc.);
- Le développement du « *fund rising* » afin de réaliser d'autres activités de la FR 2015, maintenir le fonctionnement du bureau (payement du loyer, renforcement des équipements de travail, amélioration des conditions de travail, payement du secrétaire permanent, organisation des réunions des membres, etc);
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication suivie de la mise à jour du site BNCF avec l'appui d'un Webmaster.

## **INTRODUCTION**

Le présent rapport semestriel relate la marche du BNCF au cours du premier semestre de l'année en cours. Cette marche a été marquée par l'organisation par le BNCF ou la participation du BNCF à une série d'activités relative à l'amélioration de la gouvernance forestière et à la promotion de la certification forestière. Il s'agit notamment :

- De l'organisation des ateliers de consultation des membres BNCF et autres parties prenantes sur des questions spécifiques à la gouvernance forestière en RDC notamment le respect des exigences du Règlement Bois de l'Union Européenne (RBUE), sur la feuille de route BNCF;
- des missions d'audit dans quelques concessions forestières (SODEFOR et CFT) sur le suivi de la certification OLB;
- de la participation du BNCF à l'atelier de lancement de la deuxième phase du projet AGEDUFOR et d'échange sur la mission de facilitation du suivi des clauses sociales des cahiers de charges;
- du suivi des dossiers des membres BNCF au Groupe d'Élaboration de la Norme Nationale FSC;
- de la contribution technique du BNCF à la finalisation du standard de réponse des entreprises de RDC aux exigences du RBUE;
- de la construction du site Web BNCF.

Les différentes lignes qui suivent apportent des détails sur ces différentes activités appuyées financièrement par le PPECF et techniquement par le WWF à travers la composante C4CF du Programme Forêt. Une évaluation de l'atteinte des objectifs des différentes activités et de la contribution du PPECF aux différentes activités est effectuée dans la suite du rapport.

## **I. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE**

Durant le semestre passé, le BNCF a initié une série des Termes de Référence (TdR) avec l'appui du secrétariat assuré par Monsieur Arsène KHOMBE appuyé par d'autres membres BNCF et autres experts notamment Madame Hortense KIHELA, Monsieur Jean-Pierre

ESANGE, Madame Philomène MWAMBA, Madame Martine KANKOLONGO, Monsieur Pepe DUNGU, Monsieur Guy LANDU, Monsieur Bill KABAMBA, Monsieur Alain TSHIAMALA et Monsieur Daniel EBUTA. Puis les différents TdR ont été soumis, discutés puis finalisés après échange avec Monsieur Inoussa NJUMBOKET, Assistant Technique de la Composante 4 du Programme Forêt du WWF sous la supervision de Monsieur Belmond TCHOUMBA, chef de Programme Forêt. A l'issue de chaque activité organisée par le BNCF avec l'appui technique et financier du WWF et du PPECF, un rapport d'activité était produit puis accepté après révision au niveau de la Composante 4 avant de le publier aux Membres BNCF et Partenaires. Les différents rapports du BNCF sont disponibles sur son site qui est accessible au lien suivant <http://www.erails.net/CD/forest-certification/bncf-rdc>

## **II. ACTIVITÉS RÉALISÉES**

Le BNCF a réalisé une série d'activités au cours du premier semestre 2015. Une analyse des atteintes des résultats escomptés est réalisée par activité dans la suite du rapport.

### **2.1 Atelier d'échange du secteur privé et autres parties prenantes en RDC sur les exigences du RBUE**

Le 25 Janvier 2015, le BNCF a regroupé les différentes parties prenantes, avec un accent particulier sur le Secteur privé et les autres parties prenantes, à travers l'organisation d'un atelier d'échanges sur le respect des exigences du RBUE en RDC. Cet atelier qui s'est tenu pendant un jour dans la salle Arche (des cliniques NGALIEMA) a connu le soutien financier du PPECF à travers WWF-RDC.

L'objectif principal de cet atelier était de faciliter les échanges entre le Secteur privé forestier et les autres parties prenantes sur la compréhension des exigences du RBUE et les enjeux liés à l'exploitation durable ainsi qu'à la possibilité pour les entreprises forestières de la RDC à continuer l'exploitation de l'Afromosia (*Pericopsis elata*) comme une des espèces de la liste rouge du CITES en RDC.

Les objectifs spécifiques étaient de :

- Discuter la feuille de route 2025 du BNCF ;
- Partager le retour d'expérience suite à la participation du représentant du BNCF à l'AG FSC à Séville 2024 ;
- Faciliter les échanges entre le Secteur privé ainsi que les autres parties prenantes sur les enjeux de l'application du RBUE et la compréhension de l'avis de commerce non préjudiciable de l'exploitation de l'Afrormosia (*Pericopsis elata*) par les entreprises forestières en RDC.

Au total, huit (8) présentations ont porté sur les thématiques suivantes :

- La Feuille de Route 2025 du BNCF comme un ensemble d'activités prioritaires en vue d'appuyer le Secteur privé et impliquer les autres parties prenantes dans le respect des exigences du RBUE, du respect de la légalité et de la certification forestière;
- La Convention CITES et l'Avis de Commerce Non Préjudiciable sur l'Afrormosia exploitée en RDC;
- Le compte-rendu de l'AG FSC 2014;
- L'état des lieux et les perspectives du RBUE tels que perçus par la FIB;
- Le RBUE et la certification forestière;
- La réponse des entreprises à la mise en place du RBUE;
- Les instruments de contrôle de la légalité en RDC;
- Le RBUE et la lutte contre l'exploitation illégale des bois en RDC.

Cet atelier a bel et bien facilité les échanges entre les parties prenantes et le secteur privé en ce qui concerne le respect des exigences du Règlement Bois de l'Union Européenne (RBUE). A l'issue de cet atelier, il s'est dégagé une volonté exprimée du Secteur privé en faveur d'un accompagnement pour la concrétisation du respect de la légalité. Il s'est également dégagé un besoin énorme de fonds en vue d'un accompagnement réussi du Secteur privé par la société civile, d'où le rôle des partenaires au développement.



Les participants ont formulé les recommandations suivantes:

❖ Au Gouvernement :

- Valider la politique forestière nationale et lutter contre la lourdeur administrative;
- Renforcer les travaux d'inventaire forestier national ;
- Actualiser le cadre juridique, son adaptation au contexte et la veille légale puis poursuivre les activités de sa vulgarisation ;
- Etablir et maintenir une collaboration entre l'organe de Gestion CITES de la RDC avec les organes de gestion des pays importateurs une fois que les permis CITES d'exportation ont été émis ;
- Actualiser la loi de finances portant nomenclature des taxes et redevances à percevoir en matière de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction conformément à la nouvelle loi sur la conservation de la nature ;
- Renforcer les capacités des autorités CITES (les autorités de gestion, les autorités scientifiques et les autorités auxiliaires) et mettre en place les organes CITES secondaires dans les provinces;
- La suppression, pour le cas de la RDC, du *Pericopsis elata* (Afromosia) sur la liste des espèces en voie d'extinction (Annexes CITES) car plusieurs études ont démontré que cette espèce n'était pas menacée en RDC ;
- Etablir un mécanisme favorisant les entreprises forestières exemplaires en matière de la légalité et de la gestion durable dans la distribution des quotas d'exploitation des espèces figurant dans les Annexes de la convention CITES ;
- Mettre en place un système national de traçabilité ;
- Soutenir la forte participation des congolais aux discussions régionales et internationales en matière des forêts.

❖ Au Secteur privé :

- S'engager à une gestion durable, au respect de la légalité et à une approche de certification forestière par pallier (respect du RBUE, certification de légalité, certification de bonne gestion forestière) ;
- Elaborer les TDR pour la mise en place d'une procédure de production des dossiers RBUE ;
- Solliciter ou mettre en œuvre une Assistance Technique pour l'accompagnement vers le respect des exigences du RBUE, priorité dans l'approche de la certification forestière par pallier ;
- Accroître la visibilité de leurs activités de gestion durable des forêts ;
- Respecter les délais de réalisation des opérations d'exploitation forestière, spécialement l'inventaire d'exploitation, en vue d'accroître les chances d'obtention des quotas d'exploitation des espèces CITES ;
- Eviter d'orienter les exportations des bois vers les marchés moins contraignants de l'Asie au risque de s'exposer au problème de dépréciation des bois tropicaux.

❖ Aux Partenaires au développement :

- Promouvoir et appuyer la démarche vers le respect des exigences du Règlement Bois de l'Union Européenne (RBUE) par les entreprises forestières de la RDC ;
- Encourager l'implication de toutes les parties prenantes dans cette démarche mais aussi dans toutes autres initiatives de gestion durable des forêts de la RDC ;
- Appuyer et intensifier la campagne internationale visant à renforcer la visibilité, les initiatives de gestion durable des forêts de la RDC et à accroître la confiance dans les bois en provenance du pays ;
- Renforcer les discussions internationales en vue d'interpeller les Pays Asiatiques et les convaincre à accorder un intérêt à la gestion durable des forêts tropicales.

❖ A la Société civile :

- Renforcer son implication dans les initiatives de gestion durable des forêts et/ou de lutte contre l'illégalité par le respect des exigences du RBUE ;
- Mettre en œuvre un plan de communication sur le processus de certification forestière ;
- Soutenir la vulgarisation des pratiques de bonne gestion forestière et accompagner les entreprises forestières désireuses vers le respect des exigences du RBUE.

## **2.2 Atelier de consultation des membres BNCF et autres parties prenantes sur la mise en œuvre de la Feuille de Route BNCF 2025**

En date du 18 Février 2015, le BNCF a organisé un atelier sur le thème « Consultation des membres FSC et autres parties prenantes sur la stratégie à adopter pour la mise en œuvre de la Feuille de Route (FR) 2015 ». Cet atelier avait comme objectif général de consulter les membres sur la stratégie à adopter pour la mise en œuvre de la Feuille de Route (FR) 2015 du BNCF et pour atteindre cet objectif général, les objectifs spécifiques ci – après étaient poursuivis:

- Évaluer les activités du BNCF pour l'année 2014 ;
- Formuler les recommandations à l'issue des activités menées en 2014 ;
- Adopter une stratégie proposée par les membres FSC et autres parties prenantes pour la mise en œuvre de la FR 2015 du BNCF en RDC.

L'implication des parties prenantes dans cette démarche du BNCF s'est focalisée autour des différentes activités et ont fait l'objet du débat en groupe.

La première intervention a donc porté sur l'Analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (AFOM) observées dans la marche du BNCF en 2014. Ensuite, les participants ont échangé sur le bilan des activités BNCF menées en 2014.

Après cette intervention et échange en plénière, différents groupes ont été formés pour proposer les stratégies à adopter en plénière, il s'agit de :

▪ Membres du Groupe 1

*Thème abordé : Stratégies relatives à l'Activité 2 Appui au secteur privé dans sa démarche pour le respect de la légalité, l'application du RBUE et de la CF.*

- 1) Hortense KIHOLA KIA BAYIYA
- 2) Clotilde DISUBI
- 3) Eric GITADI
- 4) MVUEZOLO NYIMI MEEYS
- 5) Jean-Marie ENGUSU
- 6) Philippe MBAYA
- 7) Harley KABAMBA BUKASA

▪ Membres du Groupe 2

*Thème abordé : Stratégies relatives aux Activités 2 et 6 Participation à l'élaboration de la Norme nationale FSC en RDC et développement des canaux de communication.*

- 1) KAPUPU DIWA MUTIMANWA
- 2) Richard LEKU MUYENGE
- 3) Alphonse DJANGA
- 4) Louise KAVIRA
- 5) Papy CLAUDE BOLALUEMBE
- 6) Philomène MWAMBA

▪ Membres du Groupe 3

*Thème abordé : Stratégies relatives à l'Activité 3 Participation aux études et à la mise en œuvre des mesures de gestion des Hautes Valeurs de Conservation (HVC) en RDC*

- 1) Bill KABAMBA
- 2) Danny NSELE
- 3) Norbert BOLIA
- 4) Adolphe BONYANGA
- 5) Alain SHOMBO
- 6) Jacques MPUTU
- 7) Pepe DUNGU

- Membres du Groupe 4

*Thème abordé : Stratégies relatives à l'Activité 4 Organisation d'une AG nationale et des réunions ponctuelles des membres du BNCF*

- 1) Camille NSIMANDA
- 2) Alain TSHIAMALA
- 3) Nene MAINZANA
- 4) Blandine NSOMBO
- 5) Arsène KHOMBE

- Membres du Groupe 5

*Thème abordé : Stratégies relatives à l'Activité 5 Renforcement et le développement des partenariats et de la recherche des fonds*

- 1) Grevisse ILUMBU
- 2) ABELIKO BANTU
- 3) Jr NZAPE
- 4) Solange MUJINGA
- 5) Gode MVULU
- 6) Jean-Pierre ESANGE
- 7) Teddy NTEDAYI

Ainsi les participants réunis en groupe ont apporté leurs suggestions pour la mise en œuvre de la Feuille de Route BNCF 2015. Ces propositions sont reprises dans le tableau ci-dessous.

**Tableau n° 1. Stratégies pour la mise en œuvre de la Feuille de Route BNCF 2015**

N°	ACTIVITES	OBJECTIFS SPECIFIQUES	STRATÉGIES ADOPTÉES
01	<p><b>Appui au secteur privé dans sa démarche pour le respect de la légalité, l'application du RBUE et de la CF</b></p>	<p>1. Réaliser des prestations de service sur le plan technique</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités/sensibilisations des agents et cadres suivant le besoin ;</li> <li>• Mettre les supports communicationnels à la disposition du secteur privé ;</li> <li>• Accompagner les entreprises qui manquent de cellule de certification ;</li> <li>• S'approcher des entreprises/secteur privé pour proposer l'accompagnement technique.</li> </ul>
		<p>2. Renforcer la collaboration entre le BNCF et la FIB</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ouvrir l'action du BNCF vers les exploitants artisanaux en tant que partie prenante ;</li> <li>• Favoriser des échanges d'information dans la mise en œuvre des stratégies du secteur privé/BNCF ;</li> <li>• Favoriser et renforcer les exploitants artisanaux et le secteur privé</li> </ul>
		<p>3. Contribuer à la lutte contre l'exploitation illégale et non contrôlée du bois</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuivre des audits à blanc dans les autres concessions forestières ;</li> <li>• Réaliser des plaidoyers auprès des parties prenantes pour la gestion durable des forêts lors des informations</li> </ul>
02	<p><b>Participation à l'élaboration de la Norme nationale</b></p>	<p>1. Suivre le dossier des membres BNCF au sein du GEN et FC</p>	<p>Consultation des parties prenantes (BNCF, organisation des communautés locales/PA, l'administration publique,...) à travers des ateliers préparatoires pour avancer dans le processus de l'élaboration de la Norme</p>
		<p>2. Contribuer à l'élaboration de la Norme Nationale</p>	

	<b>FSC en RDC</b>	FSC sur le plan organisationnel et technique	nationale FSC.
03	<b>Participation aux études et à la mise en œuvre des mesures de gestion des Hautes Valeurs de Conservation (HVC) en RDC</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Initier des activités relatives aux HVC en RDC</li> <li>2. Collaborer avec les organisations et Bureau d'étude travaillant sur les HVC (FRMi)</li> <li>3. Informer et consulter les membres sur les résultats des études sur les HVC</li> </ol>	<p><u>Volet 2. Participation aux études des HVC</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification et contact des concessionnaires engagés dans le processus d'aménagement et certification ;</li> <li>• Participation aux activités d'identification des sites HVC (Cartographie participative)</li> </ul> <p><u>Volet 2. Mise en œuvre des mesures de gestion des HVC</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation de toutes les parties prenantes (CL, Exploitants forestiers, PA) sur le respect de sites à HVC.</li> <li>• Suivi et évaluation du niveau de respect des mesures de Gestion relatives aux HVC (Audit, etc.)</li> <li>• Accompagnement des concessionnaires dans la gestion des HVC.</li> </ul>
04	<b>Organisation d'une AG nationale et des réunions ponctuelles des membres du BNCF</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Respecter les dispositions statutaires</li> <li>2. Favoriser les échanges entre les membres sur la marche du BNCF</li> </ol>	<p>A. <u>Organisation de l'AG</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration des termes de références reprenant les forces et les faiblesses rencontrées les années précédentes avant d'arriver à la dite</li> </ul>

		3. Capitaliser les expertises respectives des membres	<p>assemblée générale ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Recherche des partenaires potentiels pouvant appuyer les activités en l'occurrence : GIZ, Société civile environnementale, WWF, Greenpeace, COMIFAC, Ministère de plan, U.E, Bureau FSC/Afrique, MEDD, AFD, etc.</li> <li>• Convocation de l'AG ; 22 jours avant la date sur base de listes des membres en règle au FSC suivant les dispositions statutaires et suivant l'équilibre des chambres ;</li> <li>• Proposition de la date de l'AG : Octobre 2015.</li> </ul> <p>B. <u>Réunion des membres BNCF</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Période :2 fois par trimestre ou plusieurs le cas échéant ;</li> <li>• Actualisation des listes des membres BNCF à Kinshasa ainsi que des points provinciaux ;</li> <li>• Consultation en ligne des membres lors des réunions (vidéo - références, tchats, mails)</li> </ul>
05	<b>Renforcement et le développement des partenariats et <i>fund rising</i></b>	1. Travailler en synergie avec les partenariats (WWF, FSC, COMIFAC, FIB, CEFDHAC, FRMi, ETC.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La prise en considération du gouvernement Congolais partenaire;</li> <li>• Le contact du BNCF avec ses partenaires.</li> </ul>



		2. Améliorer le <i>fund raising</i> (recherches des appuis financiers);	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recrutement et formation des collecteurs des fonds dans l'approche de fidélisations des donateurs (comme fonds les autres partenaires cités ci – haut.</li> </ul>
		3. Établir des partenariats avec des ONG, Agences de Développement et institutions de recherche (travaux de recherche ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capitalisation de l'autofinancement provenant de l'organisation des audits à blanc</li> </ul>
		4. Réaliser des activités avec d'autres ONG nationales (Peuples Autochtones, CNCEIB, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Initiation des projets</li> </ul>
06	<b>Développement des canaux de communication</b>	1. Assurer la diffusion de l'information entre membres et avec les différents partenaires ; 2. Produire des bulletins d'informations ; 3. Réaliser des publications ou émissions sur les médias ; 4. Construire un site web	Élaboration/conception d'un plan de communication

Il ressort de cet atelier ce qui suit :

- Les objectifs visés ont été atteints et il y a eu une participation active des membres FSC et autres parties prenantes;
- La date de l'AG du BNCF est fixée pour le mois d'Octobre 2015;
- Les activités du BNCF pour l'année 2014 ont été évaluées;

- Les stratégies par les membres FSC du BNCF et autres parties prenantes pour la mise en œuvre de la FR 2015 ont été définies et adoptées.

### **2.3 Missions d'évaluation et vérification de la mise en œuvre du plan d'action OLB dans les concessions de la CFT et SODEFOR**

Les missions d'évaluation et vérification par le BNCF de la mise en œuvre du plan d'action OLB au sein des concessions de la CFT en mars 2015 et de SODEFOR en mai 2015 sont les activités les plus importantes du BNCF au cours du premier semestre 2015. Ces deux missions s'inscrivent dans l'activité 1 de la FR BNCF 2015 et démontrent les capacités effectives du BNCF en matière d'audit et de suivi indépendant des mesures pour le respect de la légalité, des exigences du RBUE ou de tout autre standard de CF en RDC. Elles permettent aussi au BNCF d'être davantage opérationnel sur terrain où les processus d'engagement des compagnies forestières sur le respect des exigences de la légalité, de l'OLB, du RBUE ou tout autre standard de gestion durable des forêts en RDC sont mis en œuvre.

Des membres BNCF et experts ont participé à la préparation et réalisations des missions de suivi de la certification OLB dont les entreprises CFT et SODEFOR se sont engagés. Il s'agit de Madame Hortense KIHELA, Madame Philomène MWAMBA, Monsieur Pepe DUNGU, Guy LANDU, Bill KABAMBA, Alain TSHIAMALA et Monsieur Daniel EBUTA. La question du genre a été prise en compte dans la composition des équipes ainsi que les expertises respectives des membres des équipes dans chacun des volets de l'aménagement forestier. Les deux équipes ont été coordonnées par Monsieur Guy LANDU lors des missions sur terrain à titre d'auditeur Senior formé par le Bureau Veritas et expert du BNCF.

#### **2.3.1 Mission d'évaluation et vérification de la mise en œuvre du plan d'action OLB dans les concessions de CFT**

L'audit d'évaluation et de vérification de la certification Origine et Légalité de Bois est une étape importante pour déterminer les niveaux d'amélioration et de mise en œuvre des

écarts observés et recommandations émis lors des précédentes audits en matière de respect de la légalité des opérations forestières au sein des entreprises forestières en RDC. La vérification de l'Origine Légale des bois (OLB) était basée sur le suivi de la conformité en utilisant le référentiel OLB élaborée par le Bureau Veritas Réf. : SF03 OLB EF Version : 3.0.

La mission de suivi OLB au sein de la CFT a été réalisée par trois auditeurs du BNCF : Madame Philomène MWAMBA, Madame Hortense KIHELA et Monsieur Guy LANDU. La mission a été effectuée suivant le processus d'évaluation et de contrôle classique des audits indépendants.

Au terme de cette mission, les principaux résultats obtenus ont été les suivants :

- le fonctionnement du système de suivi des obligations administratives et financières (paiement des taxes, règlement intérieur, système de veille, de suivi et d'archivage documentaire, etc.) est établi ;
- le fonctionnement des comités Santé-hygiène et sécurité au travail est vérifié ;
- le respect des engagements figurant dans les clauses sociales des cahiers des charges des contrats de concession forestière, la gestion et l'archivage des procès-verbaux des conflits sont vérifiés ;
- le niveau d'avancement des écarts pour la certification OLB est mesuré ;
- des recommandations sont formulées à la CFT pour optimiser la mise en conformité des pratiques avec le référentiel OLB ;
- Un rapport de mission est produit.

Sur demande de l'équipe dirigeante de la CFT lors de la réunion d'ouverture de l'audit, étant donné que les activités ayant concourues à la formulation des écarts de la 047/11 ont été suspendus, aussi, par souci de vérifier son niveau de gestion par rapport à la certification dans sa concession 046/11 ; il a été convenu de procéder à un audit à blanc à cette dernière.

A la fin de l'audit, les différents écarts ont été identifiés et quelques recommandations formulées à l'endroit de l'Entreprise forestière pour des éventuelles améliorations et le tableau des écarts de la 047/11 évalué.

### ***2.3.2 Mission d'évaluation et vérification de la mise en œuvre du plan d'action OLB dans les concessions de SODEFOR***

La mission d'évaluation et vérification de la mise en œuvre du plan d'action OLB de SODEFOR concession de Madjoko, Nteno et site de Nioki du 06 au 18 mai 2015.

L'audit d'évaluation et de vérification effectué au sein de la SODEFOR a contribué à déterminer les niveaux de la mise en œuvre des actions recommandées afin de réduire les différents écarts observés dans les concessions 035/11 de Madjoko, 039/11 de Nteno et dans le site de Nioki, ainsi qu'à la formulation des recommandations complémentaires devant permettre à l'Entreprise d'améliorer d'avantage le niveau de sa gestion afin d'atteindre celui exigé par la certification forestière OLB pour la RDC. Aussi, l'équipe de l'audit n'a pas pu parcourir tous les points mentionnés sur les TdR suite aux contraintes liées au déplacement du chantier de Nteno vers la base vie avancée en forêt afin d'évaluer les aspects ci-après :

- l'approvisionnement en eau potable des travailleurs de la base vie avancée en forêt ;
- la gestion des hydrocarbures dans la base vie avancée en forêt ;
- les conditions de vie des travailleurs dans la base vie avancée en forêt ;
- la gestion des déchets générés par l'équipe forêt.

Au niveau de Nioki, l'équipe d'audit n'a pas fait l'évaluation de l'usine car la nouvelle vision de l'Entreprise est de privilégier dans un premier temps la certification Origine et Légalité de Bois Entreprise Forestière « OLB, EF » et non la certification Origine et Légalité Bois chaîne de contrôle « OLB, CoC »

A la fin de l'audit, les différents écarts ont été identifiés et quelques recommandations complémentaires formulées à l'endroit de l'Entreprise forestière pour des éventuelles améliorations.

## **2.4 Participation à l'atelier d'échange sur la mission de facilitation du suivi des clauses sociales en RDC**

Le BNCF a participé à cet atelier qui a porté sur les expériences acquises et recommandations sur le respect des clauses des cahiers des charges à travers la RDC. Cette activité s'inscrit dans la Feuille de Route BNCF sur le développement de partenariat avec les autres parties prenantes et dans ce cas avec la structure du Ministère de l'Environnement et Développement Durable (MEDD) avec l'appui de la Banque Mondiale pour la facilitation et le suivi des négociations des clauses du cahier des charges sociales à travers toute l'étendue de la RDC. Il est ressorti des échanges au cours de cet atelier que :

- Le cahier des charges sociales contribuent aux relations apaisées entre communautés locales/Peuples Autochtones et le concessionnaire forestier;
- Les infrastructures issues des clauses des cahiers des charges sont bâties sur les fonds de développement local en fonction des Plans de Gestion Provisoire élaborés et mis en œuvre sur une période de 4 ans. Qu'en sera-t-il à la fin des quatre ans si le Plan d'Aménagement n'est pas finalisé ni adopté? D'où viendront les fonds d'entretien des infrastructures sociales ou de construction des autres infrastructures locales?
- Parmi les faiblesses observées, il y a dans la majorité des cas le manque de respect des échéanciers relatifs aux réalisations infrastructurelles au niveau du concessionnaire;
- Autre faiblesse observée, c'est la faible de transparence au niveau de la gestion des fonds de développement local.

## **2.5 Contribution à la finalisation du draft du standard de réponse des entreprises de RDC aux exigences du RBUE**

Au mois de mai de l'année en cours, le BNCF a contribué à la finalisation du draft du standard de réponse des entreprises forestières aux exigences du RBUE. Le standard a été produit par le Bureau d'études FRMi avec l'appui du PPECF. Après échange avec l'équipe du FRMi, le BNCF a proposé que la consultation soit élargie aux membres BNCF et autres partenaires.

Le BNCF a initié une consultation aux membres BNCF et aux autres parties prenantes. Cette initiative a permis d'informer les autres parties prenantes sur cette démarche du secteur privé à la constitution de leur dossier RBUE en conformité avec la légalité et la diligence raisonnée exigée par le RBUE. En effet, les membres BNCF et différents partenaires ont formulé des suggestions sur le contenu du standard. Cette initiative s'inscrit sur l'activité 2 de la Feuille de Route BNCF 2015 sur l'appui du BNCF au secteur privé au respect de la légalité et des exigences du RBUE.

## **2.6 Suivi des dossiers des membres BNCF au Groupe d'élaboration de la Norme nationale FSC (GEN) en RDC et appui à l'organisation des réunions du GEN**

Le BNCF a appuyé les membres intéressés à intégrer le Groupe d'Élaboration de la Norme Nationale FSC. Ainsi, sur les 22 membres retenus, 18 sont membres du BNCF. De Plus, le BNCF apporte son appui technique et logistique lors de l'organisation des deux réunions du GEN tenues en mars et Juin 2015 à l'Hôtel Ave Maria à Kinshasa. Ainsi le secrétariat du BNCF a contribué à l'organisation de ces activités du GEN. Aussi, les membres BNCF mettent à profit leurs expériences et expertises respectives lors des travaux d'élaboration et de consensus sur les standards nationaux.

## **2.7 Construction su site Web BNCF**

Le BNCF dispose depuis le mois de juin 2015 d'un site Web hébergé sur le portail FARA de la Banque Africaine de Développement. La construction du site a été Initiée par Monsieur Chadrack KAFUTI, Ingénieur Forestier et membre sympathisant du BNCF comme acte

reconnaissance de l'appui du BNCF à la formation des Ingénieurs Forestiers de l'université de Kinshasa.

Le Conseil d'Administration du BNCF lui exprime toute sa gratitude pour sa contribution combien louable. Grâce au site Web, la visibilité du BNCF est renforcée et cette activité s'inscrit dans l'activité 6 de la Feuille de Route BNCF 2025 qui concerne le développement des canaux de communication. Le site BNCF est accessible au lien suivant <http://www.erails.net/CD/forest-certification/bncf-rdc>.

Les membres du BNCF et partenaires ont apprécié positivement cette initiative et les membres BNCF des autres provinces notamment Joseph OMATOKO de l'ex-Province orientale et Claude SIKUBWABO du Nord-Kivu ont suggéré la prise en compte de leurs provinces et de nouvelles provinces en RDC. Le CA du BNCF a pris acte de leurs recommandations pour la prochaine mise à jour du site.

### 3. ANALYSE DES PERFORMANCES DES ACTIVITÉS RÉALISÉES

L'analyse des performances permet de ressortir les performances escomptées et réelles. Elle permet d'évaluer l'atteinte des objectifs décrits respectivement au sein des TdR respectifs des activités réalisées. Ainsi le tableau résume l'analyse des performances sur chacune des activités menées au cours du premier semestre 2015 avec l'appui du WWF et PPECF.

**Tableau n°2. Analyse des performances par activité**

N°	Activité réalisée	Performance escomptée	Performance réelle
1	L'atelier d'échange du secteur privé et autres parties prenantes en RDC sur les exigences du RBUE	Au moins 30 participants ont échangé sur le respect des exigences du RBUE	Plus de 30 participants ont pris part à cet atelier. Le secteur privé et les autres parties prenantes ont échangé et des recommandations ont été formulées (activité 1 /FR)
2	Atelier d'échange organisé en Février 2015	Les stratégies pour la mise en œuvre de la	Les stratégies de la mise en œuvre de la FR ont été définies et

	avec la participation active des Membres BNCF et des autres parties prenantes	FR 2015 sont échangées et adoptées	adoptées
<b>3</b>	Missions d'évaluation et vérification de la mise en œuvre du plan d'action OLB dans les concessions de la CFT et SODEFOR	Les plans OLB des concessions CFT et SODEFOR sont vérifiés et évalués	Les missions de suivi ont identifié des écarts et des suggestions ont été formulées respectivement à la CFT et à la SODEFOR (Activité 1/FR)
<b>4</b>	Participation du BNCF à l'élaboration de la Norme Nationale FSC en RDC	Les membres BNCF font partie du Groupe d'Élaboration de la Norme Le BNCF appuie l'organisation des réunions du GEN	Sur les 22 membres du GEN, 18 sont membres du BNCF et apportent leurs expertises à l'élaboration de la Norme Nationale FSC
<b>5</b>	Construction du site Web BNCF	Les canaux de communication du BNCF sont développés	Le site web BNCF est opérationnel et améliore la visibilité du BNCF (activité 6/FR)

Le tableau ci-dessus indique que les performances escomptées ont été effectivement atteintes grâce aux efforts fournis par l'équipe du secrétariat.



#### **4. VISIBILITÉ DE LA CONTRIBUTION DU PPECF**

La contribution du PPECF à la mise en œuvre de la Feuille de Route 2015 du BNCF a été assurée à travers l'appui financier et technique que le WWF-RDC a apporté aux activités auxquelles le BNCF a réalisé et participé durant le semestre passé. Cette information a été largement diffusée auprès des parties prenantes.

Au départ, le PPECF a permis au BNCF de communiquer aisément avec les différents partenaires à travers les ressources informatiques acquises (ordinateur et vidéo-projecteur).

Grâce aux capacités matérielles, techniques et financières renforcées par le PPECF, le BNCF travaille et collabore efficacement avec le WWF, la coordination sous régionale du FSC, le Responsable de l'élaboration des Normes Nationales dans le bassin du Congo ainsi que les autres partenaires (MEDD, AFD, FIB, FRMi, AGEDUFOR, ACEFA, PABO, REFFADD, LYNAPICO, REPALEF, CAD, UNIKIN, ERAIFT, RAIFORCO, etc.)

#### **5. PERSPECTIVES**

Pour le deuxième semestre, le BNCF devra relever les défis suivants :

- La poursuite de l'appui du BNCF au secteur privé dans le respect des exigences de la légalité, du RBUE, OLB ou autres standard de gestion durable auquel souscrit un concessionnaire à travers l'organisation d'autres missions de suivi ou audit auprès du secteur privé;
- La poursuite de l'appui organisationnel et technique au développement du standard national FSC;
- La poursuite de l'appui PPECF et WWF pour la promotion de la certification forestière en RDC et apporter un appui institutionnel qui permet au secrétariat du bureau de fonctionner efficacement;
- La préparation et l'organisation de l'AG nationale BNCF;
- Le développement d'autres partenariats et la poursuite des partenariats fructueux (MEDD, FIB, FRMi, ACEFA, AGEDUFOR, REPALEF, LYNAPICO, COMIFAC, PABO, REFADD, CEFDHAC, etc);

- Le développement du « *fund rising* » afin de réaliser d'autres activités de la FR 2015, maintenir le fonctionnement du bureau (paiement du loyer, renforcement des équipements de travail, amélioration des conditions de travail, paiement du secrétaire permanent, organisation des réunions des membres, etc);
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication suivie de la mise à jour du site BNCF avec l'appui d'un Webmaster.

## **6. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES**

Il sied de signaler que depuis septembre 2014, le secrétariat est assuré de manière bénévole par Monsieur Arsène KHOMBE en remplacement de Monsieur Peter LUKAMBA. Sans fonds d'appui institutionnel depuis septembre 2014, cette difficulté ne permet pas d'établir à ce jour une permanence du secrétariat au niveau du siège, d'assurer d'autres charges de fonctionnement du bureau (sécurité des biens, électricité et eau, communication, internet, loyer, mobilité, etc.) et de maintenir les performances du BNCF.

## CONCLUSION

Le premier semestre 2015 est marqué par une série d'activités menées par le BNCF avec l'appui du WWF et du PPECF. Ces différentes activités menées ont été organisées avec l'appui technique de la composante 4 du Programme Forêt du WWF-RDC.

Ces différentes activités s'inscrivent dans la mise en œuvre de la FR BNCF 2015 tel que finalisée suite à un atelier d'échange organisé en Février 2015 avec la participation active des Membres BNCF et des autres parties prenantes. Cette FR BNCF 2015 comprend 6 activités principales qui sont :

1. Appui au secteur privé dans sa démarche pour le respect de la légalité, l'application du RBUE et de la CF;
2. Participation à l'élaboration de la Norme nationale FSC en RDC;
3. Participation aux études et à la mise en œuvre des mesures de gestion des Hautes Valeurs de Conservation (HVC) en RDC;
4. Organisation d'une AG nationale et des réunions ponctuelles des membres du BNCF;
5. Renforcement et le développement des partenariats et du *fund rising* (recherche des appuis financiers);
6. Développement des canaux de communication.

Durant le suivi de la FR BNCF au cours du premier semestre 2015, les autres activités organisées ont été les suivantes :

- ✚ L'atelier d'échange du secteur privé et autres parties prenantes en RDC sur les exigences du RBUE;
- ✚ Les missions d'évaluation et vérification de la mise en œuvre du plan d'action OLB dans les concessions de la CFT et SODEFOR;
- ✚ La participation à l'atelier d'échange sur la mission de facilitation du suivi des clauses sociales en RDC;
- ✚ Le suivi des dossiers des membres BNCF au Groupe d'élaboration de la Norme nationale FSC (GEN) en RDC et appui à l'organisation des réunions du GEN
- ✚ La contribution à la finalisation du draft du standard de réponse des entreprises de RDC aux exigences du RBUE;
- ✚ La construction du site Web BNCF.

Au terme du premier semestre 2015, le BNCF a été opérationnel au regard des résultats atteints malgré les difficultés qui ont marqué le fonctionnement du bureau. La FR BNCF 2015 est suivie en termes d'activités menées qui correspondent aux 6 activités ciblées et aux objectifs assignés en début du semestre.

Le Conseil d'Administration du BNCF présente toute sa reconnaissance aux différents partenaires qui l'appuient dans sa mise en œuvre de sa FR 2015. Il s'agit en premier lieu du WWF et PPECF pour leur soutien technique et financier sans oublier les experts du MEDD à travers leurs différentes directions (DGF, DIAF, DCVI, DCN, Cellule Juridique, CNIE, etc.), la coordination régionale FSC du bassin du Congo, la FIB, l'ACEFA, l'AFD, le FRMi, le projet AGEDUFOR, les différents réseaux des Peuples Autochtones (LYNAPICO, REPALEF, etc.), les ONG Nationales du secteur forestier (RAIFORCO, PABO, REFADD, CAD, AMAR, etc.), les institutions universitaires notamment la Faculté des Sciences Agronomiques de l'UNIKIN et l'ERAIFT. Le Conseil d'Administration exprime aussi ses sincères remerciements à Monsieur Chadrack KAFUTI pour avoir initié et réalisé la première ébauche du site Web du BNCF.

Avant de clore ce rapport, le Conseil d'Administration exprime toute sa gratitude aux Membres du BNCF et particulièrement aux auditeurs BNCF qui ne cessent d'œuvrer pour l'essor du BNCF malgré leurs multiples occupations en mettant à profit du BNCF leurs expertises et expériences. Sans oublier l'équipe du secrétariat coordonné par Monsieur Arsène KIHOMBE pour tous les efforts fournis pour la réussite des différentes activités. Les rapports détaillés des différentes activités organisées par le BNCF au cours du premier semestre 2015 sont disponibles sur le site web BNCF au lien suivant <http://www.erails.net/CD/forest-certification/bncf-rdc>

**Nom de la personne de contact : Papy-Claude Bolaluembe, PCA du BNCF**

**Signature:**

**Localisation: Kinshasa, RDC**

**Date d'envoi du rapport: 24/08/2014**